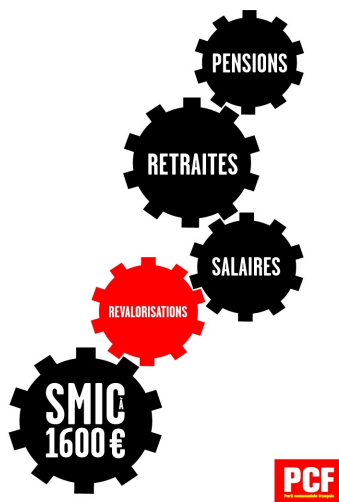


Le 22 octobre mobilisons-nous!

Pour une politique industrielle au service de l'emploi et du développement de nos régions.

Restructurations, chômage partiel, non-renouvellement des CDD, fermetures de sites... la casse de l'emploi industriel ne connaît pas de trêve. Devant l'ampleur des dégâts annoncés, les conséquences directes pour la vie de milliers de familles, le désespoir pousse comme du chiendent sur les toits des usines abandonnées. Pendant ce temps là, on annonce la reprise. Pour la bourse et les actionnaires



Des Etats généraux de l'Industrie? Oui, mais pour quoi faire?

À quoi serviront les états généraux de l'industrie annoncés par Nicolas Sarkozy ? « Si la manière dont l'État a traité le dossier Molex préfigure ce (qu'ils) peuvent être, il y a de quoi être pessimiste », a dénoncé le secrétaire général de la CGT, réclamant une vraie politique industrielle. Face à des grévistes qui défendaient la viabilité industrielle de leur site, l'État et la multinationale américaine ont utilisé tous les moyens, jusqu'à priver les salariés de revenus durant deux mois, pour permettre à l'actuel propriétaire d'aller faire des profits ailleurs, au nouveau, un fonds « d'investissement », de toucher quelques millions d'aides publiques contre la « promesse » d'embauche d'une quinzaine de salariés. L'État et Molex ont refusé à l'unisson obstinément l'autre solution : mettre les donneurs d'ordres et le sous-traitant devant leurs responsabilités, comme cela a pu être obtenu pour la SBFM et Renault.

Emploi ou actions ?

On chiffre à 300 000 le nombre d'emplois menacés à brève échéance dans le secteur industriel. La ministre de l'Économie - naguère employée par le cabinet d'affaires américain consultant Molex, ce monde-là est tout petit, décidément - annonce le même jour que « le cap de la politique économique, conforté par la fin de la récession intervenue au printemps, sera maintenu » mais que « le chômage devrait augmenter pendant encore quelques trimestres ». Précisément, tout est là. L'un des ressorts de la formidable crise de système actuelle est le pillage des ressources du travail par les actionnaires, les fonds de pension et autres fonds d'investissement, avec leurs exigences de rendement à deux chiffres allant enfler la bulle spéculative des marchés financiers. Tout l'effort d'État depuis l'automne a visé à rétablir, à coups de centaines de milliards d'euros, leur rentabilité.



Du côté des donneurs d'ordres, la priorité est au cash, pas à l'investissement productif et salarial, donc toujours à l'étranglement de leurs sous-traitants. La France pourra-t-elle sortir de la crise sans des pans entiers de son industrie ? Son industrie pourra-t-elle être facteur de croissance sans investissement dans l'emploi, les salaires et la formation ? L'argent doit-il être réorienté prioritairement dans cette direction ? Le chef de l'État et sa majorité de droite préparent un allègement sans précédent de la taxe professionnelle au détriment des citoyens et des collectivités locales. Ils persistent dans des solutions conformes à l'intérêt de ceux qu'ils défendent mais contraires à celui du pays. Face à pareil désastre de société, la colère est de mise.

Et le grand emprunt ?

Nicolas Sarkozy a confié la responsabilité du dossier et de ses « priorités stratégiques » à deux ex-premiers ministres, un de droite Alain Juppé, un de gauche Michel Rocard. Mais c'est la patronne du MEDEF qui fixe la feuille de route. Elle déclare : « Ce grand emprunt ne sera utile que si les projets sont d'une manière certaine rentable ». On sait ce qu'elle et Nicolas Sarkozy entendent par là : le court terme et les profits.

Quel sera le visage de la France d'ici quelques années après tant de fermetures, de restructurations et de délocalisations ?

Un gros dossier pour la gauche: résister ou céder, brader ou reconstruire. Les communistes ont engagé une grande bataille pour l'emploi industriel conjuguant social, écologie et démocratie. Cela appelle un changement total de logique. Les parlementaires communistes ont défendu cette année trois propositions de loi visant notamment à interdire les licenciements dans les entreprises qui font du profit, à reconnaître de nouveaux droits aux salariés à l'entreprise, à porter le smic à 1600 euros, à augmenter les impôts pour les contribuables les plus riches et créer un pôle public financier. Un paquet social et économique, à l'opposé du paquet fiscal de Nicolas Sarkozy pour répondre à la crise.

**RES-
PECT
DES
SALARIÉES**



pour l'emploi et l'industrie

MANIFESTATION NATIONALE

le 22 octobre

PARIS

Le Parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :
Téléphone :

Adresse :
Courrier électronique :